

*Les séances du mois de février à l'université alternative ont été consacrées aux questions économiques. Deux textes, l'un du professeur Kä Mana et l'autre du professeur Laurent Sebisogo Muhima ont servi de base de discussion sur l'ordre mondial actuel et ses effets sur les économies africaines. On y présente la rationalité néolibérale qui étouffe l'Afrique et le projet de l'économie sociale et solidaire dont nos pays rêvent aujourd'hui pour penser des innovations fondamentales dans leurs réflexions sur l'avenir.*

## **L'AFRIQUE DANS L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

### **Enjeux endogènes et perspectives mondiales**

*Kä Mana*

#### **1. Le champ de la question**

Dans la réflexion sur la situation économique de l'ordre mondial actuel, deux visions s'affrontent dans l'esprit des Africains.

espace sans restriction de production des richesses et un immense espoir d'un enrichissement planétaire. Elle a à son actif non seulement d'être héritière d'une longue tradition économique occidentale d'où ont émergé les nations prospères d'aujourd'hui, mais aussi d'avoir structuré un cadre de vie dont les valeurs sociales dominent le monde actuel : les valeurs de travail, d'organisation, d'efficacité, de créativité, d'innovation, de revendication tant des droits économiques que des droits politiques et culturels. Plus encore, elle constitue un faisceau de rêves et d'utopies qui rassemblent aujourd'hui l'humanité entière en la plaçant sous le signe d'une victoire sur la misère, la pauvreté et la paupérisation. Malgré ses faiblesses internes qu'elle apprendra à vaincre peu à peu, le système mondial qu'elle a contribué à mettre sur pied est perfectible. Il est le vrai cadre du développement des peuples, avec ses dynamiques essentielles fondées, autant sur l'intérêt, le profit et la compétition que sur le souci de l'enrichissement collectif, la nécessité du rassemblement des forces productives et l'impératif de coopérations inventives pour ne pas mourir dans le jeu de la compétition mondiale.

En liant en elle la volonté de la rationalité efficace au souci de la prospérité, la tradition dont le néolibéralisme se réclame s'affirme comme une véritable *Way of Life* : la route d'un futur radieux que les nations riches et les entreprises sur lesquelles se fonde cette richesse tracent pour l'humanité entière.

Depuis l'effondrement du communisme et la disparition de l'Union Soviétique qui lui disputait l'hégémonie mondiale, cette voie n'a plus d'adversaire à la hauteur de ses ambitions : elle est devenue une véritable économie politique globalisée dont les

et un culte de ses *tables de loi*<sup>1</sup> devant lesquels on croit qu'il n'y a plus d'alternative économique possible et sérieuse.

Comme système d'économie politique sacralisé, le capitalisme néolibéral donne l'impression de n'avoir plus sur sa route que des ennemis qu'il se désigne lui-même sous forme d'une menace de choc de civilisations, d'Etats voyous ou de terrorisme international. Il ne s'agit plus de bataille économique et politique, mais de la défense d'un mode de vie non négociable, censé être le meilleur pour toute l'humanité : le seul, l'unique, l'indépassable. Ce monde a radicalisé sa vision des réalités économiques depuis les années 1980, avec l'avènement de Reagan aux USA et Margaret Thatcher en Grande Bretagne. Avec eux ont été détruits les régulations étatiques et prônés le marché et ses exigences comme unique manière de développer l'espace économique. « Pour qu'une économie fonctionne efficacement, elle doit être libre de toute intervention de l'Etat », affirme cette vision du monde, selon Marguerite Mendel. S'est donc abattue sur les sociétés contemporaines une avalanche des mesures d'une mondialisation de plus en plus sauvage, de plus en plus injuste et de plus en plus inégalitaire. Une sorte de pensée unique qui s'est coupée des sources éthiques du capitalisme encore sensibles chez les Pères de l'économie politique. Elle s'est

---

<sup>1</sup> « Les nouvelles tables de loi », Le Monde Diplomatique. 1995. Lire aussi Marguerite Mendel, *L'émergence de mouvements sociaux internationaux et l'économie sociale et solidaire*, in *Economie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud*, Revue *Economie et Solidarités*. Hors série 2003, pp. 19-29. Lire également Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire ?*, Montréal, Ecosociété, 2000. Le livre de Ki-Zerbo. *A quand l'Afrique ?* (Paris, Editions de l'Aube-Editions d'en Bas, 2003) donne

*inhérente à l'économie de marché et à son besoin d'intervention étatique continue*, comme le dit encore Margueritte Mendel.

On sait que le keynésianisme a accompagné comme théorie une longue période de prospérité économique tandis que le néolibéralisme incarné par les politiques de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher a conduit à une débâcle sociale et économique dont nous payons encore le prix. Sur cette débâcle de la mondialisation néolibérale, Joseph E. Stiglitz, ancien économiste en chef et vice-président de la Banque Mondiale, est sans appel : *Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas*<sup>2</sup>. Malgré cette débâcle et la trahison de l'esprit du capitalisme originel et du keynésianisme par le néolibéralisme, c'est sous la houlette de celui-ci que l'actuelle mondialisation s'est déployée, dans une sorte de chaos planétaire où tourbillonnent la dictature du marché, la déstructuration du tissu social, la destruction massive de l'environnement, l'abandon du social comme priorité, l'aggravation de la paupérisation et la danse macabre des inégalités et des injustices. L'économie s'est ainsi coupée du souci de l'Homme, de la société et de leur bien-être global. Elle s'est enfermée dans des règles féroces d'inhumanisation du monde et a fait du *laissez-faire* un principe de notre jungle économique et financière, selon R. Petrella. Les pays riches n'y ont pas honte de dominer et d'écraser les pays pauvres. Le plus riche de ces pays ne ressent même plus le besoin de mettre les formes qu'il faut pour affirmer et solidifier son hégémonie sauvage sur le monde. La mondialisation néolibérale est devenue

---

<sup>2</sup> Joseph E. Stiglitz, *La grande désillusion*. Paris, Fayard, 1998. p. 279. Sur ces perspectives, on lira avec intérêt les prises de position de l'ancien

rien de la misère qu'elle crée. Elle n'entend rien des cris de détresse qu'elle suscite. Elle n'écoute personne et décide de tout selon les intérêts à court terme de certaines factions de son mouvement conservateur *voyou*. En fait, elle a globalisé un monde où elle n'aime ni les cœurs qui relient les humains, ni les intelligences inventives, ni les intérêts essentiels. Elle a mondialisé le marché sans rassembler les peuples et les pays dans une société meilleure que celle qu'elle a bâtie. Humainement parlant, elle est en route vers l'abîme. Ou plutôt, elle danse sur l'abîme et l'abîme l'attend, pour reprendre une belle image de Jean-Claude Guillebaud<sup>3</sup>.

Pour bien comprendre la situation dans laquelle cette mondialisation barbare nous a plongés, il convient d'insister sur le fait suivant : cette mondialisation n'a plus rien à voir avec le meilleur de l'esprit de la tradition, de la pensée et de la spiritualité de l'Occident, lieu même de son émergence. Elle n'a plus rien à voir avec les principes fondamentaux du capitalisme à visage humain que le monde occidental cherche à promouvoir pour juguler les démons et les monstres de sa tradition économique. Elle n'a plus rien à voir avec les plus hautes visées d'un libéralisme sensible aux régulations étatiques du marché. Elle n'est rien d'autre qu'un monstre qui a gauchi, dénaturé et tué ce que l'idée même du marché avait de noble et d'élevé. C'est une

---

<sup>3</sup> Lire à ce propos son livre magnifique. *Le Principe d'humanité*, Paris. Seuil. 1999. Si nous interprétons le néolibéralisme selon ce principe d'humanité, nous ne pouvons voir dans le système ultracapitaliste actuel que le triomphe du principe de déshumanisation et de décomposition des solidarités humaines

Face à cette mondialisation néolibérale assurée de son hégémonie absurde, émerge de plus en plus, à petits pas mais fermement, une autre mondialisation : la mondialisation solidaire dont les tenants ont pour ambition de globaliser la solidarité. Sa vision des réalités mondiales est portée par une ardente prise de conscience des limites, des faiblesses, des tares et des crimes de la mondialisation néolibérale : *la non-régulation de l'économie mondiale, une pauvreté massive et croissante qui frappe d'abord les femmes et les enfants, et les menaces qui pèsent sur l'équilibre écologique de la planète*<sup>4</sup>.

Devant de tels dangers, il ne s'agit pas de continuer à penser, à vivre et à organiser l'économie comme on la pense, la vit et l'organise dans l'ordre néolibéral. Il faut un changement de cap fondamental, fertilisé par toutes les expériences innovatrices des mouvements sociaux capables de mettre l'humanité sur une nouvelle voie de la pensée et de la pratique économiques. Une voie dont l'Homme soit la mesure, qui mise sur le partage équitable des richesses et sur le sens de la responsabilité face à l'avenir de l'espèce humaine et de ses écosystèmes, face aux immenses possibilités dont l'humanité dispose pour construire un ordre de bonheur partagé. C'est la voie de l'économie sociale et solidaire.

Pour l'Afrique, les deux visions de la réalité économique représentées par la mondialisation néolibérale et la globalisation de la solidarité comporte deux enjeux de première grandeur :

---

<sup>4</sup> Louis Favreau, René Lachapelle. Gérard Larose. « L'économie sociale et solidaire : occuper un espace de changement social occupé par la crise ». in

- ensuite celui de construire pour nous-mêmes notre propre idée de l'économie et de notre avenir dans les réalités mondiales d'aujourd'hui.

## **2. Prendre la mesure de notre situation dans l'ordre néolibéral**

Dans l'état actuel des réalités mondiales, la situation de l'Afrique dans l'ordre néolibéral est inquiétante. Aucune lumière par laquelle les tenants de ce système le justifient en se rattachant au capitalisme dans son mouvement d'ensemble et à l'esprit de la société d'où celui-ci a émergé, ne brille sur nos terres. Bien au contraire, l'Afrique est aujourd'hui le continent le plus marginalisé dans le système "mondial" : le continent des laissés-pour-compte de la globalisation, celui qui pèse le moins lourd dans les réalités socio-politico-économiques de la planète.

Pourquoi en est-il ainsi ? Voilà la question qui devra déterminer notre relation au système néolibéral dans son ensemble.

### **Deux manières de considérer le problème**

Il y a lieu de répondre à cette question de deux manières différentes : d'abord en reprenant les analyses déjà faites par les spécialistes africains et internationaux ; ensuite en ouvrant une autre perspective qui clarifie mieux les enjeux du débat.

D'après des analyses déjà faites et qui sont bien connues du grand public cultivé aujourd'hui, il existe des causes historiques qui expliquent clairement l'effondrement de l'Afrique et l'insignifiance de sa position dans l'ordre néolibéral. Ces causes sont celles de la férocité du système par lequel notre continent a

d'initiative, d'imagination et d'organisation pour maîtriser le nouveau contexte ainsi ouvert et avoir entre leurs mains les rênes de leur propre destinée. De la traite des Nègres à la mondialisation, en passant par le colonialisme et la néo-colonisation, la logique est la même dans sa substance. Et l'Afrique en est la victime, surtout actuellement où le système en place est un véritable étau, selon le mot très expressif de l'intellectuelle malienne Aminata D. Traoré ; ou une nasse, pour parler comme l'historien camerounais Fabien Kange Ewane<sup>5</sup>. Les conséquences de ce système ont été catastrophiques :

- *faire s'étioler les valeurs humaines qui sont les référents structurels de sociétés fondées sur des dynamiques de groupe ;*
- *provoquer le recul des politiques sociales et leur confinement ;*
- *subvertir le sens que les acteurs sociaux donnent à leur vie et à leur culture ;*
- *présenter le profit comme la finalité économique dans des sociétés pourtant rythmées par des réciprocités et échanges pluriels qui font que l'identité de chacun s'acquiert dans ses groupes d'appartenance<sup>6</sup>*

---

<sup>5</sup> Dans l'abondante et inépuisable littérature sur ce sujet, je signale encore le livre de Joseph Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique ?*, Editions de l'Aube-Editions d'en Bas, Paris, 2003.

<sup>6</sup> Abdou Salam Fail et Cheikh Guèye. *Mouvements sociaux et économie sociale en Afrique : l'économie sociale, une notion*

qu'il est devenu dans l'ordre mondial actuel.

Pour expliquer le même phénomène, d'autres spécialistes invoquent les tares culturelles et les freins structurels internes à l'Afrique elle-même : ses limites, ses léthargies, ses irresponsabilités et ses incompétences dans l'économie politique de la planète<sup>7</sup>

Les alibis de la traite, du colonialisme et de la néo-colonisation ne tiennent pas, à leurs yeux. Pour eux, la question est ailleurs : dans l'être même de l'homme africain dont les dirigeants, les élites et les peuples n'ont pas été capables de se donner des outils mentaux et des instruments socio-économico-politiques pour être de plain-pied dans la mondialisation et s'affirmer fermement comme pôle créatif dans la compétition planétaire. A la place d'une Afrique malade de l'Occident, on nous présente ainsi une Afrique malade d'elle-même, selon l'expression déjà courante de Tidjane Diakité.

L'historienne française Catherine Coquery-Vidrovitch, dans un remarquable texte réagissant à une réflexion d'Emmanuel Dongala sur la science et les sciences en Afrique, propose une vision du problème qui tient compte de deux approches précédentes et les conjoint dans un seul et même modèle explicatif mais perçu sur le long terme.

Son approche se base, en effet, sur une certitude d'historienne : *la nécessité de différencier les appréciations à court terme (les résultats misérables actuels sont indéniables) des éventualités à plus long*

---

<sup>7</sup> La littérature sur ce sujet est abondante. Je renvoie ici au livre important de Jean-Paul Ngoupandé. *L'Afrique sans la France*. Albin Michel. Paris. 2002. Je renvoie aussi aux ouvrages bien connus d'Axelle Kabou (*Et si l'Afrique*

*résultat d'une histoire longue très lourde. Elle n'est pas l'annonce d'une fatalité.*

Cette conviction posée, il y a lieu de mettre en lumière *un faisceau de facteurs dont la conjonction permet d'éclairer le problème*, écrit-elle. *Ces facteurs multiples, on peut les répartir grossièrement en deux groupes : les facteurs internes et les facteurs externes au continent et aux sociétés d'Afrique. Aucun en soi n'est fatal. Mais une malheureuse conjonction historique de l'ensemble d'entre eux, conjointement ou successivement, est intervenue à travers les temps de l'histoire. Elle aide à comprendre pourquoi les processus ainsi enclenchés demeurent difficiles et lents à redresser.*

L'idée de conjonction que présente C. Coquery-Vidrovitch est importante. Elle l'est non seulement parce qu'elle dépassionne le débat entre ceux qui se focalisent sur les causes externes de notre faillite et ceux qui ne voient que les tares internes de nos mentalités, mais surtout parce qu'elle aide à préciser ces causes externes et ces tares internes de manière à les défataliser, pour ainsi dire, et à leur donner leur véritable mesure de drames surmontables dans notre situation actuelle.

Parmi les causes internes, C. Coquery-Vidrovitch ne s'attarde pas sur le procès fait à la culture africaine par les procureurs de la modernité triomphante. Elle pointe d'abord le doigt sur les conditions écologiques saisies sur le long terme : *des sols en général pauvres (...), des pluies irrégulières avec des risques au moins séculaires de très longues sécheresses sur une part élevée du continent, des maladies anciennes et jamais ou tardivement et partiellement éradiquées (...)*. Elle montre ensuite les faiblesses des *structures sociales peu favorables à l'initiative individuelle et à la capitalisation, en raison de*

écologiques et aux structures socio-économiques déficientes, l'historienne française ajoute un dernier élément : *une histoire démographique malheureuse dont le résultat fut la stagnation globale de la population au moins du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*<sup>8</sup>.

Quand on prend en compte l'ensemble de ces éléments sur le long terme, la situation du continent s'éclaire mieux que dans les débats portant sur l'Afrique d'après les indépendances.

Elle s'éclaire beaucoup mieux encore lorsqu'on considère les facteurs externes de la faillite de l'Afrique, facteurs *dont le principal fut sans conteste une histoire longue et renouvelée de colonisation qui fit tomber successivement partie ou tout du continent dans la dépendance de forces économiques et politiques internationales dominantes et contraignantes*. Depuis les Grecs et les Romains jusqu'aux actuels maîtres de la mondialisation, en passant par les Perses, les Arabes les Portugais, les Espagnols, les Français et les Anglais dont les pratiques du commerce des esclaves a brisé les ressorts créateurs du génie africain, le continent a souffert constamment de la domination étrangère et s'est structuré en profondeur sur les syndromes de l'extraversion, de la dépendance, de la soumission et de l'infériorisation de soi.

Tous ces débats sur les causes de la faillite africaine sont utiles et nécessaires. Quand on en déplace le centre de gravité de la zone du feu idéologique à la zone de la recherche scientifique calme et honnête, ils contribuent fortement à nous faire prendre

---

<sup>8</sup> Lire la Revue électronique *Mots Pluriels et Grands Thèmes de notre Temps*. N° 24. juin 2003. Le texte d'Emmanuel. Dongala s'intitule : Dégager l'horizon : la science, les sciences humaines et l'Afrique. La réaction de

actuelle ? Aujourd'hui, j'ai le sentiment profond qu'ils sont vains et stériles face aux enjeux africains de la mondialisation néolibérale.

Car la question centrale n'est plus de ressasser les causes par trop connues de notre effondrement et de notre faillite, qu'elles soient exogènes ou endogènes, mais de changer la logique même de notre réflexion sur nous-mêmes. C'est-à-dire de sortir du style infécond de la rationalité causale pour une logique de la donation d'un sens à ce qui nous est arrivé<sup>9</sup>. Il s'agit de passer de l'analyse des raisons de notre déconfiture actuelle à la production d'un système de significations pour des projets et des actions qui nous fassent reprendre les rênes de notre destinée et affirmer notre présence comme une présence inventive et innovatrice dans les enjeux cruciaux de la lutte contre le néolibéralisme. *Dans cette perspective, comme l'écrit encore Catherine Coquery-Vidrovitch, les soubresauts parfois effroyables du temps présent ne sont pas à considérer comme une fatalité : ils sont plutôt l'expression d'une difficile et douloureuse mais probablement inévitable phase de transition.*

C'est cette phase qui exige que nous produisions pour notre temps une logique de donation de sens à notre avenir plutôt que de nous enfermer dans la logique causale qui ne mène nulle part. Ce renversement de logique nous ferait vite comprendre une chose : nous sommes le lieu de manifestation de l'essence même de l'économie-monde néolibérale.

Nous sommes le produit le plus caractéristique du système de l'économie-monde tel que la dynamique néolibérale le conçoit, le développe et l'organise.

système mondial néolibéral dominé par l'Occident non seulement un espace d'aggravation de la pauvreté et un joug d'humiliation permanente pour les peuples du Sud condamnés à la désespérance, mais un véritable drame moral pour l'humanité. *La domination de l'Occident s'exerce au profit d'un modèle sans éthique. Nos sociétés sont organisées autour d'une référence centrale exclusive à l'argent et au profit personnel. Les productions de la culture et de l'esprit, les vertus de générosité et de solidarité, le sens du bien public s'usent, perdent leur influence et disparaissent petit à petit dans ce monde égoïste et quantifié.*<sup>10</sup> Le déficit d'éthique est aggravé par le déficit de sens. Je pense ici au mot très juste de Maurice Bellet : *Tout le monde court derrière l'Occident et l'Occident ne va nulle part.* Ne pas aller nulle part ne signifie pas seulement tourner en rond dans un système qui se complaît dans son propre vide, mais surtout manquer de projet qui ait une référence absolue, suprême, ultime, autour de laquelle l'humanité pourrait revivre, s'épanouir, réinventer sa destinée.

Je pense à la possibilité d'une sève éthique et spirituelle pour la substance humaine, en vue de construire un avenir qui n'ait pas uniquement l'Homme comme enjeu, mais le transcendant comme source de l'humain et principe d'humanisation.

La substance actuelle du néolibéralisme occidental est un monde sans éthique, sans sens, sans perspective et sans spiritualité profonde. Cette substance se manifeste à l'échelle planétaire par la situation de l'Afrique livrée à toutes les négativités et sommée par son propre destin de sortir, ici et maintenant, de sa situation de dérive, en ouvrant résolument

---

<sup>10</sup> M. Bellet, *Le monde qui vient*, Paris, 1980, p. 10.

Europe et principe-chrétiens dans ses principes existentiels en Amérique, malgré le combat que mènent des personnes lucides et clairvoyantes ainsi que des organisations spirituelles et religieuses qui refusent de laisser leur société perdre son âme et s'enfoncer toujours plus profondément dans le vide, l'Afrique est révélée à elle-même comme continent de l'avenir, selon le mot de Jean Guilton. Elle se doit de s'inventer un avenir contre un néolibéralisme suspendu sur l'abîme. Elle doit inventer l'avenir tout court. C'est là l'enjeu le plus radical de notre situation dans le monde d'aujourd'hui.

Qu'est-ce à dire, réellement ? Ceci avant tout et principalement : s'il est un lieu où le Roi néolibéral est nu aujourd'hui, c'est bien l'Afrique. S'il est un espace où la logique d'inhumanité de la globalisation néolibérale a déployé à la folie ses logiques de mort, c'est notre continent. C'est donc de chez nous que le projet de ce système doit être remis en cause avec sagesse et vigueur, contre ses déficits éthiques et spirituels et contre ses errances et ses inhumanités : contre son vide de sens, en somme. Je veux dire que notre tâche est la construction d'un sens à un capitalisme nouveau en dehors de dérives néolibérales du système capitaliste. Il s'agit d'une sortie du néolibéralisme pour la réinvention de la dynamique libérale globalement saisie dans ses valeurs fondatrices et régulatrices, en tant que possibilité de vie communautaire pour l'ensemble des peuples de notre monde. Plus exactement, il s'agit de bâtir un projet libéral africain, dont l'essence serait la réintégration de l'éthique et de la spiritualité dans les rationalités économique et politique. Au cœur d'un modèle de civilisation qui ne jette pas le bébé de grandes réussites par lesquelles la globalisation néolibérale séduit tous les peuples aujourd'hui, avec l'eau du bain des antivaleurs

Je crois profondément en cette possibilité qui s'ouvre dans la pensée africaine et devient peu à peu un lieu crédible de ré-imagination de l'Afrique et de son destin, pour reprendre l'expression de Dwain Epps.

En effet, si le néolibéralisme est dans notre esprit une espèce de *nazisme économique* et de *stalinisme financier* contre lesquels la seule solution est de détruire son système, il n'en va pas de même pour toute la tradition capitaliste libérale dont l'histoire montre qu'elle a porté en son sein des valeurs qui font la force de l'Occident actuel. Elle représente une dynamique globale à réinventer selon un nouvel esprit dont l'Afrique pourra être un ferment utile et nécessaire<sup>11</sup>.

Cet enjeu de la refondation africaine du libéralisme est important.

Il représente tout un projet de civilisation, un modèle possible d'un vivre-ensemble planétaire fondé sur une vision où la rationalité comme mode de résolution de problèmes, l'éthique comme force du lien entre les peuples et la spiritualité comme fondement de l'humain deviennent les piliers de la globalisation du monde. Un tel projet exige une remise en cause de la politique globale des besoins où les inégalités dans les modes de vie et dans la consommation de l'énergie nous mènent tout droit vers une catastrophe. Un monde qui serait un monde global selon l'ordre rationnel, éthique et spirituel, c'est cela la perspective mondiale à ouvrir. Il ne peut que prendre en compte l'ensemble de besoins réels de tous.

impératifs pour que notre planète, notre cadre de vie à tous, ne devienne pas une pourriture, un enfer, un non-sens pour notre existence.

La mondialisation néolibérale occidentale a été incapable de cela. Le nouveau projet libéral africain pourrait montrer, expériences locales, nationales, régionales et continentales à l'appui, que cela est possible, que cela est souhaitable, nécessaire et indispensable. Tel est l'enjeu.

Pour la réussite de cet enjeu, la mondialisation à l'occidentale a déjà creusé les sillons sans lesquels le futur de l'humanité risque d'être un cauchemar : l'abondance des biens par la prospérité économique ; l'épanouissement social par la liberté, la démocratie et les droits humains ; la nécessité des régulations institutionnelles à l'échelle de toute la planète. Elle a ainsi donné une impulsion pour que chaque peuple s'approprie ce projet et lutte, en son nom, contre l'actuel accaparement de l'espace mondial par quelques pays et quelques institutions au service des politiques hégémoniques absurdes. Chaque peuple a le devoir de se battre pour devenir un pôle de puissance créative au service de l'humanité, avec des espaces de prospérité, de démocratisation et d'organisation au service du bien commun planétaire.

La vraie compétition devra se situer à cette hauteur des valeurs essentielles, et non à l'échelle des basses besognes, des inhumanités et des négativités auxquelles le néolibéralisme fou et « voyou » nous a habitués.

Dans des espaces ainsi éclaircis, de grandes marges du redéploiement des valeurs africaines sont ouvertes : des plages

Autrement dit, il faudra que les Africains redeviennent profondément Africains pour qu'un réel projet libéral africain soit possible dans les mentalités, dans le modèle de civilisation, dans les systèmes institutionnels et dans la culture collective. Si l'Afrique cesse d'être l'Afrique, l'horizon du monde s'obscurcira de plus en plus et la catastrophe annoncée de la globalisation néolibérale se produira inexorablement, plongeant la planète tout entière dans l'abîme.

De ce point de vue, l'actuel processus de globalisation est une chance pour notre continent. C'est un énorme laboratoire de luttes, de révoltes, de résistances et d'innovations d'où pourra jaillir un nouvel imaginaire socioculturel, un nouvel esprit de civilisation, avec de nouveaux modèles de régulation économique et de nouveaux principes de solidarité politique à l'échelle mondiale.

Le néolibéralisme actuel me semble être une réalité problématique à laquelle il faut se mesurer à la fois pour en dompter les logiques, pour en juguler les inhumanités et pour mieux montrer les lignes de partage qui la sépare de la meilleure sève de l'Occident et du libéralisme où l'Afrique devra inscrire la vraie marque de son génie.

C'est dans le cadre ainsi tracé que se pose le problème de l'économie sociale et solidaire à construire en Afrique au service de l'être-ensemble mondial.

---

<sup>12</sup> Je reprends ici l'idée des valeurs africaines développée par le penseur

Cette économie se propose sous deux aspects : soit comme un complément à une économie officielle qui se délesterait des pesanteurs de la globalisation néolibérale, soit comme alternative au système néolibéral dans sa philosophie et dans ses pratiques.

Sous la première forme, il s'agit de construire une économie sociale et solidaire qui s'inscrirait dans l'économie officielle telle qu'elle est proposée par le *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique* (NEPAD). Dans ce cadre où les grands travaux d'infrastructures, de régulation des conflits, de libération d'une dynamique commune d'éducation, de formation, de santé et de prospérité sont portés par le souffle de la mobilisation du génie africain et de la solidarité internationale, c'est aux espaces des mouvements sociaux et à l'imagination de leurs organisations qu'il appartient d'incarner l'espoir au sens pratique du terme. L'économie sociale et solidaire s'y déploierait selon les grandes lignes d'une action collective au service de l'homme, du partage solidaire, de la justice sociale et de la conscience de l'avenir en tant qu'exigence inhérente à l'économie en tant que telle. La société civile et toute la galaxie de ses associations sociopolitiques, de ses expériences de solidarité économique dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'environnement, ainsi que ses vastes utopies pour une autre Afrique, deviendrait un véritable aiguillon pour les pouvoirs publics et les investisseurs privés. Pour la communauté internationale aussi, qu'elle obligerait à travers les mouvements sociaux à tenir compte de trois enjeux de grande portée politique et éthique bien définis par le Groupe d'Économie Solidaire du Québec :

1. le démantèlement local qui vise à améliorer les conditions de vie de façon

*sociale entre les différents secteurs de production, de services, de consommation et avec les autorités locales ;*

- 2- *la construction d'une citoyenneté et d'une démocratie qui permet la participation à la prise de décision ;*
- 3-  *finalement le rôle central de l'économie sociale dans la globalisation de la solidarité par une stratégie internationale inclusive des acteurs économiques et sociaux de diverses localités, régions, pays<sup>13</sup>.*

En liant ces enjeux de l'économie sociale et solidaire à une philosophie dynamique du NEPAD, je veux insister sur le fait que la société civile et l'imagination populaire doivent être partie prenante dans la refondation africaine de l'économie, dans la perspective d'une lutte efficace contre la pauvreté. Lutte que nous ne pouvons pas gagner si l'économie officielle qui est très faible dans ses ressorts inventifs ne donne pas toutes les opportunités et toute la latitude qu'il faut aux opérateurs de l'espace social pour qu'ils bénéficient d'un cadre paisible, fiable, organisé, susceptible de promouvoir et d'attiser la créativité partout où elle est nécessaire.

Partout : autant localement que dans la sphère internationale où l'économie sociale et solidaire africaine apprend de jour en jour à nager efficacement.

J'insiste sur cet impératif d'efficacité de l'économie sociale et solidaire dans le cadre du NEPAD. Seul cet impératif sera la garantie de la réussite de ce nouveau partenariat auquel on reproche deux défauts :

- sa confiance, quelque peu naïve, dans les possibilités de

L'économie sociale et solidaire comblerait ce double déficit, à la fois par l'éducation et la mobilisation du génie populaire et par la capacité de mise en synergie de ce génie producteur de la richesse locale avec les investisseurs extérieurs que cette richesse attirerait à coup sûr. De même, l'enrichissement de l'espace populaire et social assurerait une solide crédibilité auprès des grandes institutions financières qui y verraient le signe d'un capitalisme populaire créatif.

Autrement dit, les pouvoirs publics africains ont intérêt à susciter, à structurer, à organiser et à protéger le génie économique de leurs peuples. Ils ont le devoir d'en faire un ressort d'une présence économique crédible sur la scène mondiale. Par la production des richesses locales, communautaires et solidaires, se libéreront ainsi des dynamiques d'accumulation où le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat trouveront des alliés sûrs pour la réussite du NEPAD.

Critiquant les promoteurs de ce Nouveau Partenariat, l'ancien président gambien Yahya Jammeh avait raison de dire qu'on ne peut pas assurer son propre développement en comptant sur des financements extérieurs, mais il faut lui dire qu'il n'est pas possible de se développer non plus sans l'investissement de son propre génie créateur dans l'espace économique mondial que l'on aurait tort de laisser aux autres, si puissants et si riches soient-ils. Le financement extérieur fait partie de cet espace et il faut le laisser fertiliser les forces locales pour que celles-ci deviennent capables de féconder l'économie

dans cette perspective, afin de sortir l'Afrique de l'économie de la débrouille pour épanouir une ambition de bien-être à large échelle, en synergie avec les politiques des pouvoirs publics et l'énergie des investisseurs privés, tous les deux arrimés aux enjeux d'une économie sociale solidaire à l'échelle planétaire.

Ce qu'il convient de faire, c'est de développer une rationalité organisationnelle et une puissance d'éthique personnelle et publique à la hauteur d'une telle ambition. Des lieux d'éducation et de formation devraient être conçus et aménagés à cet effet. Notre avenir en dépend, à la fois pour notre lutte contre le néolibéralisme dans sa barbarie que pour notre projet de construire un nouveau libéralisme fécondé par le génie africain à promouvoir : le libéralisme communautaire dont a parlé dans le temps l'élite politique camerounaise, sans en saisir toutes les implications nécessaires aux échelles économiques et politiques. Or, de quoi s'agit-il ? De libérer l'Afrique du néolibéralisme fou et « voyou », sauvage et barbare, en puisant dans le génie communautaire de l'esprit africain qui doit s'arrimer au génie du libéralisme au sens positif et humain du terme, comme dynamique créative nourrissant les valeurs de rationalité organisationnelle, de production efficace des richesses, de développement des libertés fondamentales et de garantie de régulation étatique pour la justice sociale et l'équité, Pour l'Afrique, un tel libéralisme communautaire ne peut que se fonder sur le potentiel de l'inventivité populaire à organiser dans le champ de la démocratie participative à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, en lien avec des politiques étatiques crédibles et un secteur privé dynamique, dans la force des mouvements sociaux comme laboratoires des grandes utopies collectives.

communautaire ainsi déblayée est nécessaire. C'est la route sur laquelle le génie communautaire du peuple devra rencontrer le génie public de l'intégration africaine et de l'Union Africaine, afin que celles-ci constituent un cadre fertile au service de l'économie sociale et solidaire dans ses grands principes :

- le souci de l'homme et l'humanisation des relations économiques ;
- la solidarité au service du bien-être de tous et toutes, dans une société de démocratie participative et de justice sociale ;
- la lutte pour une politique éthique à l'échelle locale comme à l'échelle globale, en vue de la libération de toutes les énergies créatives.

### **Passer du libéralisme communautaire à la globalisation de la solidarité**

Dans un texte présenté à la Deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue du 9 au 12 octobre 2002 à Québec, Abdou Salam Fall et Cheikh Ngerem écrivent<sup>15</sup>:

*La réussite relative de l'économie sociale en Afrique repose avant tout sur une capacité des individus et du groupe de prévoir les évolutions tout en gardant la souplesse dans les stratégies. L'économie sociale et solidaire par exemple a toujours été celle du partage et de l'accumulation mais aussi des plus-values symboliques (derem ak ngere). Elle a une dimension d'affiliation qui fait de la convention un lieu de confiance agissant comme un lubrifiant.*

---

<sup>15</sup> Texte traduit de l'anglais. Merci à nos collègues pour leur accueil et leur hospitalité.

*fondement de l'entrepreneuriat et l'indicateur de la réussite ; elle incite à la générosité, à l'assistance et à l'investissement dans le capital de relations. C'est une économie qui a même souvent des supports mystiques et un fondement religieux.*

Il y a dans cette clairvoyante affirmation la définition même de la structure fondamentale de l'économie sociale et solidaire en Afrique.

Premièrement, il s'agit d'un phénomène qui n'est pas qu'économique, loin s'en faut. Il embrasse la totalité de la vie sociale qu'elle traverse de part en part, par un phénomène de consolidation des liens sociaux depuis les plus primaires et les plus émotionnellement prégnants jusqu'à ceux, ultimes, qui engagent le monde invisible. Cela veut dire que la sphère que l'on a tendance à qualifier d'informelle est importante.

Cette sphère où bouillonnent les grandes initiatives de l'économie n'est pas une sphère marginale et périphérique par rapport au centre que constituerait l'économie d'Etat ou le monde de l'entreprise privée officielle. En réalité, c'est l'informel qui enchâsse le formel et fait de l'économie sociale et solidaire le vrai cœur de la vie économique africaine, sa matrice et son centre, pour ainsi dire.

Deuxièmement, la richesse ne se mesure pas à la seule aune de l'argent et du profit monétaire. Elle a des dimensions immatérielles et symboliques qui constituent un capital essentiel. Celui du poids de l'être, de sa crédibilité sociale et de son aura au-delà de l'accumulation pure et simple des biens. A ce niveau, le symbolique et le spirituel confèrent à la personne un rayonnement vital dont l'argent n'est qu'une dimension, s'il est

un type de développement communautaire dont le vecteur central est la quête du sens, c'est-à-dire de l'enrichissement de l'être-ensemble, du vivre-ensemble, de l'agir-ensemble et du construire-ensemble dans les relations existentielles fondamentales. L'économie ne vaut alors comme réalité que parce qu'elle est richesse commune. Elle ne vaut qu'en tant que qualité de bonheur partagé dont la générosité, même en dehors du pur profit monétaire et du marché financier. Elle est la plus haute vibration de la valeur qui élève l'être au plus haut de sa plénitude : là où se construit la capacité de devenir un ancêtre après la mort et d'habiter en plénitude au village des Ancêtres, en communion avec le principe plénier de la vie, Dieu lui-même, origine et accomplissement de l'existence.

Ces trois caractéristiques sont au cœur de tout un système de civilisation au nom duquel l'Afrique est appelée aujourd'hui encore, à bâtir, à organiser et à configurer sa vision globale de l'économie, au-delà du libéralisme dans la mesure où celui-ci demeure profondément et radicalement un déterminisme économique, fondé sur l'argent, le profit, le marché et l'enrichissement monétaire individuel.

La vocation de la société africaine est de remettre en cause ce déterminisme et de situer dans cette remise en question les fondements de sa mondialisation solidaire, de sa globalisation de la solidarité.

C'est cette Afrique mondialisatrice d'une certaine plénitude de l'être et de la vie qu'il nous faut imaginer et construire.

Notre faiblesse, dans nos pays, c'est que nous ne sommes pas encore parvenus à inscrire notre vision de l'économie dans

recommandée ; soit à l'échelle, sans ambition mondiale, de microréalisations familiales, lignagères ou tribales ; soit à l'échelle d'une économie publique incompétente gérée par des dirigeants économiquement dépendants de l'extérieur ; soit à l'échelle des entreprises privées dénuées de vision et d'esprit de conquête des marchés internationaux. Tout cela, sans aucune philosophie de base ni une perspective globale pragmatique, délestées de nos incantations sur le développement, de toutes nos accoutumances à la dépendance et à l'extraversion, de toutes nos faiblesses chroniques et nos incompétences notoires dont le résultat est l'image pitoyable que le monde a de nous aujourd'hui.

La voie qui s'ouvre maintenant à nous pour rompre avec notre situation économique est claire :

- Passer d'abord du refus absolu du néolibéralisme voyou et « fou », et du type de mondialisation féroce et sauvage qu'il a instauré comme économie-monde, à la maîtrise des vrais principes d'un libéralisme économique producteur des richesses dans le cadre des régulations publiques claires et efficaces.
- Passer ensuite de la maîtrise de ce libéralisme constructif et de ses mécanismes de régulation, à la construction, « endogène » et « auto-centrée », du libéralisme communautaire plus riche que celui du Cameroun de Paul Biya, fécondé par les valeurs africaines de la vie, depuis le niveau local des micro-économies participatives jusqu'aux plans national, régional et continental des économies publiques solides et de l'économie privée dynamique que la philosophie du NEPAD, réactivée et actualisée aujourd'hui, pourrait nourrir.

sociale et solidaire enchâssée dans une culture sociale et solidaire, pour une politique sociale et solidaire.

Tous ces « passages » sont nécessaires. On ne peut faire l'économie d'aucun d'eux. Mais il ne faut pas les considérer dans une optique linéaire où l'on passerait automatiquement d'un stade inférieur à un stade supérieur. Il s'agit plutôt d'un processus inspiré de l'univers initiatique où toutes ces dimensions constituent un seul et unique monde dont il est indispensable de maîtriser les logiques pour être réellement un être humain, une société humaine. Ce sont des aspects d'une même réalité face à laquelle il faut savoir réagir selon la vraie force de l'être que confère la dimension la plus fondamentale de la vie, en l'occurrence la globalisation de la solidarité, sans les déterminismes des lois inhumaines du néolibéralisme.

Cette dimension est le cœur de l'existence africaine. C'est à partir d'elle que l'imaginaire économique de la société africaine devra pouvoir inventer une destinée économique capable de traverser sans s'effondrer les réalités lourdes et difficiles de la mondialisation actuelle, où le néolibéralisme, le capitalisme à visage humain et le libéralisme communautaire sont et resteront encore longtemps les pulsions profondes des réalités économiques.

Pour dire autrement les choses : seul un néolibéral conscient du néolibéralisme peut devenir un libéral à visage humain ; seul un libéral à visage humain conscient du libéralisme à visage humain peut devenir un libéral communautaire ; seul un libéral communautaire conscient des réalités du libéralisme communautaire peut devenir un agent de la globalisation de la solidarité en Afrique.

*qui gouverne le foyer incandescent de l'esprit humain*<sup>16</sup>. C'est le moteur pour les choix et les décisions qui changent le cours d'un destin.

Dans la situation actuelle de l'Afrique au sein de l'ordre mondial, une telle conscience ne nous sera pas donnée par des forces extérieures à nous-mêmes. Nous la construirons ou nous périrons. En fait, nous avons le devoir de la construire. Et nous ne pourrons le faire qu'autour d'une seule question, celle que pose avec vigueur l'économiste béninois Guy Pognon : *économie, espace d'humanité ou d'inhumanité ?*<sup>17</sup>

La réponse néolibérale à cette question, nous la connaissons dans nos esprits et dans nos corps en Afrique : au nom de quelques poches et de quelques plages de prospérité, l'économie vit et se nourrit d'inhumanités. Elle n'intègre même pas dans son espace de déploiement la question de l'humanité de l'homme, question trop vaporeuse et sans objet à ses yeux, sans doute.

Pourtant, *par-delà la dureté des contraintes et mécanismes* qui la structurent, *et quoi que la vérité puisse être dérangeante, l'économie est au service de la Vérité de l'homme :*

- *la vérité de son statut humain qui lui confère le droit à trouver de quoi entretenir sa vie et lui fait l'obligation de l'entretenir ;*
- *la vérité de sa double dignité au regard de son statut d'homme au travail : et au regard de son aspiration innée à la justice ;*
- *la vérité de l'homme dans son obligation de garder pour les générations*

---

<sup>16</sup> J. Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique ?*, op. cit., p. 187

<sup>17</sup> Guy Pognon, « Economie : espace d'humanité ou d'inhumanité » in *Stabilité politique et développement. Apport de la doctrine sociale de l'Eglise.*

responsabilité de réinventer l'économie sur sa base. Pour *la globalisation de la solidarité et l'éclat du bonheur partagé.*

# **L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

## **Un cadre de production d'un savoir alternatif**

Par

Laurent Muhima SEBISOGO

### **Introduction**

Sous le « concept englobant » d'économie sociale et solidaire est couvert un « large spectre d'initiatives » avec des niveaux diversifiés de contenus et de consistance.

L'on sait que l'expansion de l'économie capitaliste a produit le néo libéralisme comme pensée économique devenue de plus en plus hégémonique et quasi unique, avec au bout de la réflexion une conception complètement idéologique des réalités internationales : la mondialisation. Cette conception, au plan spécifiquement économique, est totalisante et même totalitaire.

L'on est loin de la vision économique originelle, où l'économie était perçue comme « la règle de la maison », c'est-à-dire celle qui gouverne une entité sociale comme la famille (groupe de Lisbonne, en 1995, 169), impliquant davantage la coopération que la compétition exclusive et marginalisante.

Avec l'économie néolibérale, se produit un type de savoir tout aussi hégémonique et exclusif comme l'économie qui lui correspond. La mondialisation, à l'échelle de la connaissance, en arrive à dégager, comme onde de choc, un type de connaissance qui rend obsolètes les savoirs antérieurs et marginalise, de ce fait même, ceux et celles qui en étaient détenteurs et détentrices, les rendant non seulement marginaux mais aussi incapables d'agir et donc d'interagir.

L'hypothèse que je propose face à cette situation est celle-ci : grâce à la réconciliation induite entre le champ économique et le champ social, l'économie sociale et solidaire produit un type de savoir alternatif au savoir hégémonique et inégalitaire lié à l'économie néolibérale.

L'objectif que je vise ici est très modeste : il s'agit de fournir des éléments pertinents devant faciliter l'exploration de l'hypothèse proposée, à travers des recherches sur le terrain. Il s'agit aussi de lancer un appel à la coopération nord-sud, afin de renforcer ce type de savoir alternatif et donc libérateur des pesanteurs du savoir dominant.

### **1. L'économie sociale, un ensemble de pratiques diversifiées**

La crise persistante en Afrique, d'ordre aussi bien politique qu'économique, demeure un catalyseur à l'émergence d'une multiplicité d'organisations de nature socio-économique et culturelle, comme cadre de prise de conscience, d'expression et de prise en charge de soi.

Les efforts de démocratisation amorcés çà et là, ont suscité et conforté l'engouement pour l'association avec un climat de liberté institué, capté et vécu sans frein et souvent mal géré et contenu : ainsi étaient créées les bases pour une économie sociale, solidaire et populaire avec les multiples groupements, les associations de tout genre et même une revitalisation des associations de nature coopérative.

Aussi, est-ce avec raison que J.P. Olivier de Sardan, relève que « les associations sont un fait collectif massif de l'Afrique contemporaine » (préface au livre *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, publié sous la direction de J.P. Jacob et Ph. Lavigne Delville (1994). Ces associations sont le fait des milieux aussi bien urbain que rural.

En dehors ou en plus de ces associations et organisations, ont apparu de véritables entreprises coopératives qui ne sont plus suscitées ou promues d'en haut par les Etats dont les administrations sont devenues des « acteurs non grati » du fait de la pression des programmes d'ajustement structurel.

Ces coopératives sont réellement l'émanation d'hommes et de femmes qui les créent pour satisfaire à leurs besoins, même si le mode de fonctionnement ne s'inscrit peut-être pas dans le canon des principes de base en la matière.

Enfin, un secteur très en demande, est celui des mutuelles et surtout des mutuelles de santé où la demande sociale est l'expression de la crise sociale dans les domaines aussi bien de la santé (au sens large de quête d'accès à des soins et à des médicaments) que du renforcement du lien, mis à l'épreuve par le fait même de la crise. Ce secteur est en plein essor !

On peut donc dire qu'à la faveur de la crise, l'Afrique est un immense chantier de pratiques diversifiées de ce que l'on peut appeler économie sociale, solidaire et même populaire. Le flottement conceptuel ne doit pas faire peur. Il devrait être lui-même l'objet d'une clarification.

L'ensemble de ces pratiques sont portées et supportées par une société civile qui, elle aussi, s'est renforcée avec la démocratisation et apparaît de plus en plus diversifiée.

Qu'il s'agisse des initiatives multiformes ou diversifiées de l'économie sociale ou de la société civile qui les porte, nous avons à faire à un ensemble de phénomènes de densité, de portée et de contenus tout aussi diversifiés dans le temps et dans l'espace de leur réinscription et de leur réalisation.

Pour chacun des éléments de *l'économie sociale instituée* selon l'expression d'A. Chomel (1998) ou dans leurs formes nouvelles, on peut se poser la question, avec le même auteur et pour l'Afrique, de savoir quel est le nombre d'entreprises coopératives, quel est le chiffre réel des emplois créés, la mesure du sociétariat, la portée des flux financiers, la mesure de récréation et du renforcement des liens sociaux ! Il y a lieu aussi lieu de se demander quels sont les éléments constitutifs de la société civile et quelle est sa capacité à servir de support de l'économie sociale !

Il est justifié de dire que l'Afrique est un immense chantier, vierge et donc inexploré, des pratiques de cette économie sociale en essor, dont la connaissance doit être postulée comme une exigence urgente.

Il est important de se mettre au travail pour en assurer l'exploration.

## **2. Des savoirs inexplorés**

L'économie sociale comme discipline scientifique offre, en ce qui concerne l'Afrique, un cadre d'acquisition de savoirs que recèlent les divers pratiques observées sur le terrain.

En Afrique Centrale, G. de Villers a ouvert la voie avec *Economie populaire et phénomènes informels* (1992). De même, les travaux de J.Ph. Peemans, notamment *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique* (1997) ont montré, avec l'accent mis sur l'analyse de la crise de la modernité, la nécessité d'une rupture épistémologique entre l'analyse classique et celle d'une lecture qui s'appuie sur des approches différentes, notamment *les approches zairoises et africaines d'une réinvention du chemin du développement, l'importance des réseaux associatifs, des acteurs et des initiatives locales en milieu paysan ou urbain qui assurent aujourd'hui la survie et demain un développement qui sera différent de celui de l'Occident aujourd'hui en crise*.

Sans aucun doute, les travaux réalisés sous les auspices de l'Association Euroafricaine pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD) surtout centrés sur l'Afrique de l'Ouest et dont l'ouvrage publié sous la direction du J.P. Jacob et alii (1994) déjà évoqué, est exemplatif, se situent dans le même sillage. Il en est de même de la contribution de l'équipe d'Enda avec PH. ENGELHARD (1997) qui montre comment, avec l'économie sociale et politique, il est possible de rompre avec la logique classique pour travailler, avec les populations, à répondre aux besoins du marché intérieur et à créer les conditions d'une réelle coopération interne.

### **3. L'investissement dans l'exploration du savoir profond et caché**

L'objectif ici proposé, rappelons-le, est très modeste. Il consiste à attirer l'attention sur le fait qu'en Afrique l'économie sociale et solidaire est un immense chantier non seulement de pratiques innovatrices pour la survie socio-économique mais aussi d'un savoir qu'il importe d'explorer.

Il s'agit d'un ensemble de savoirs multiformes et alternatifs comme les pratiques qui les sous-entendent. Ce savoir est à l'opposé du savoir dominant, devenu unique et hégémonique (S. George, 1996) et même sclérosant, lié ou incorporé à l'économie néolibérale, à telle enseigne que la plupart de nos éminents économistes africains éprouvent de la difficulté épistémologique à se retrouver dans l'économie sociale. Ils continuent à imposer un savoir classique, incapable de permettre une analyse adéquate et une meilleure compréhension de la réalité africaine, en un mot ils sont incapables d'aller au-delà de « ce que dissimule la science économique » (WARDE, 1, 2000).

A titre d'exemple, la difficulté de rompre avec les schémas d'analyse des politiques d'ajustement structurel ou le mimétisme toujours cultivé de s'inscrire dans la mondialisation néolibérale, comme seule perspective pour le développement de l'Afrique !

Par contre, le savoir puisé dans les multiples pratiques observables au raz le sol, est alternatif et véritablement « libérateur ».

Il paraît donc urgent de s'investir dans l'exploration de ce savoir pour en avoir une meilleure connaissance et une solide maîtrise. S'agit-il de penser ou de repenser une science sociale de l'économie sociale (Yao Assogba, 2003) ou de considérer simplement l'économie sociale comme une réelle discipline scientifique avec des approches spécifiques ?

Si le questionnement est d'un intérêt certain, la tâche la plus urgente est de s'adonner à ce travail assidu d'observation et d'exploration des données relatives à la configuration différenciée de ces pratiques (selon les secteurs, les moyens utilisés, l'espace et la dynamique qui les traversent et les emportent dans le temps).

Cette exploration requiert un investissement des ressources idoines (humaines, matérielles et d'ordre financier) et donc une collaboration entre des partenaires du Sud et du Nord, intéressés par le savoir que recèlent ces pratiques.

Un tel partenariat devrait comporter une exigence de base, non seulement l'atteinte des résultats mais aussi le réinvestissement de ceux-ci dans la consolidation et le perfectionnement de ces pratiques observées et prises comme objets constants de recherche et d'étude. Je pense aux questions suivantes : comment les gens survivent-ils en situation de grave crise socio-économique comme celle qui frappe la société africaine actuelle ? Quels savoirs mettent-ils en jeu pour maîtriser un espace social où, en bonne logique, ils auraient dû périr ? Quelle perception ont-ils du monde tel qu'il est aujourd'hui et quelles espérances investissent-ils dans l'avenir ? Quelle est leur psychologie, leur anthropologie et leur sociologie de l'action et des réalités économiques ?

Si l'on se situe à l'échelle épistémologique et à ses incidences pratiques, on doit se rendre compte que les populations savent qu'il y a deux niveaux de réalité dont ils ne confondent pas les logiques.

Il y a la réalité officielle des économies étatiques, avec leurs « grosso modo », comme disent les Congolais quand ils désignent les grandes théories incompréhensibles élaborées par les hautes sphères du savoir. Ces sphères, selon le petit peuple, sont les lieux de l'incompétence des élites africaines post-indépendantistes. Celles-ci parlent, parlent, parlent sans vraiment maîtriser la force réelle des Blancs ni inquiéter leur supériorité et leur hégémonie. Elles dissertent doctement pendant que les pays meurent et que leur économie s'effondre. Leur savoir est, pour reprendre l'expression désignant une danse ivoirienne célèbre, « coupé-décaté ». Coupé du vrai savoir qui fait la force de la mondialisation néolibérale, et décalé par rapport aux besoins réels des populations. Autrement dit : aux yeux du petit peuple, les élites économiques et les responsables politiques qui gèrent l'économie africaine « flottent en l'air » et « nagent dans le vide », sans aucun ancrage dans le réel.

Face au déficit de leur savoir et au gouffre de la crise où la société se noie, les populations cherchent la vraie vie ailleurs, dans d'autres savoirs qui induisent d'autres pratiques sociales. Elles se cherchent avant tout un type nouveau de savoir fait d'ingéniosités positives et fructueuses :

- La connaissance et la maîtrise des logiques sociales profondes où il faut inventer des solutions et mettre sur pied des structures parallèles de vie et de survie. C'est le domaine des tontines, des associations et des organisations de solidarité.
- La capacité de déceler dans l'économie officielle dominée par l'Occident quelques failles qui rendent possibles l'insertion des logiques familiales, claniques ou tribales dans le champ économique moderne dont on se sert alors pour enrichir les siens. C'est le domaine de certaines ONG et de certains réseaux afro-occidentaux d'entreprises privées ou publiques.

Il arrive aussi que l'ingéniosité soit essentiellement négative. Cela donne la grande et la petite corruption, le grand et le petit banditisme, la feymanie à la camerounaise et les arnaques où se sont spécialisés des Nigériens à col blanc, les coups tordus à la zaïroise et les « folies » des immigrées congolaises qui font payer aux Blancs la dette coloniale en organisant des réseaux de vols dans des grands magasins des capitales occidentales

Il faut étudier tous ces savoirs et toutes ces logiques, avec leurs ingénieuses praxis. L'intérêt d'une telle perspective est de casser les pratiques catastrophiques afin de promouvoir le développement d'un savoir libérateur pour les acteurs, sujets des pratiques de l'économie

sociale et solidaire, et pour les acteurs, explorateurs et co-auteurs de ce savoir. Ainsi par ce biais, l'économie sociale et solidaire ferait de l'Afrique un cadre de production non pas des « matières premières » pour le savoir des autres, mais un cadre de production d'un savoir libérateur interne, ouvrant des opportunités de stimuler le processus de prise en charge de soi pour un ensemble d'acteurs individuels ou engagés dans ces initiatives. Il y a là des avenues insoupçonnées, tout aussi inexplorées, pour l'éducation et la formation à la base et au développement devant se réaliser en cercles concentriques, de local au national, en passant par le régional, ce qui contribuerait, sans conteste, au processus encore balbutiant de décentralisation. C'est une perspective nouvelle et exaltante mais inscrite dans l'économie sociale et solidaire dans laquelle s'investit le Groupe de Recherche et de Promotion de l'économie Sociale (GREPESOC) en vue d'un partenariat fertile avec les chercheurs occidentaux. Ce partenariat pourrait se faire à travers des contrats pour la réalisation des projets d'exploration des pratiques d'économie sociale en Afrique et pour l'Afrique, sur des items et dans des domaines ou secteurs à définir. Les résultats contribueraient au renforcement, à la consolidation et à l'amélioration de ces initiatives pour leurs acteurs/auteurs non seulement pour se libérer de la pensée hégémonique mais aussi des pratiques « aliénantes » de l'économie néolibérale, très destructrices de l'homme, comme le prouve la crise mondiale actuelle.

### Indications bibliographiques

- ASSOGBA, Y. (2003), « L'autre mondialisation, le développement de l'économie populaire en AFRIQUE », Economique et Solidarités, Revue de CIRIEC, Canada.
- CHOMEL, A., (1998), « L'économie sociale et la recherche en sciences sociales » Revue Techniques Développement et Finances (TDF) N°51 Juin/Juillet.
- De VILLERS, G. (1992) (édit) Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique, Les cahiers du CEDAFN°3-4, Bruxelles.
- ENGELHARD, PH, (1998), L'Afrique miroir du monde. Plaidoyer pour une nouvelle économie, Edit. Arléa, Paris.
- GEORGE, S. (1996) « Comment la pensée devint unique », *Le Monde Diplomatique*, n° 509, Avril.
- GROUPE D'ECONOMIE SOLIDAIRE DU QUEBEC (2003) L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud, Deuxième Rencontre Internationale sur la globalisation de la solidarité, tenue du 9 au 12 Octobre 2001, à Québec, *Synthèse et Conclusion*, Québec Canada.
- GROUPE DE LISBONNE, (1995) Limites à la compétition. Vers un nouveau contrat mondial, sous la dir. De PETRELLA.R. Edit de Boréal et Labor, Bruxelles.
- JACOB J-P + VIGNE DELVILLE, Ph. (1994) sous la dir. Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques, Karthala, Paris.
- PEEMANS, J. Ph. (1997), Crise de la modernisation et pratiques populaire au Zaïre et en Afrique (avant-propos de B. Verhaegen), Edit/ Harmattan.
- WARDE, I. (2000), « Ce que dissimule la science économique », *Le monde Diplomatique*, N° 558, Septembre.